

Merci à Caelyss
pour l'autorisation de partager
sa copie sur le site
devenez-fonctionnaire.fr

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION



À compléter par le candidat

Rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel ⁽¹⁾

(1) Rayer les mentions inutiles

Personnel de catégorie C

Pour l'emploi de : adjoint administratif

Preuve n° : 2

Matière : ADMISSIBILITE - CAS PRATIQUES

Date : 05/10/2021

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 0

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être
strictement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel
que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute
autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au
stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.
Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le
jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation
du crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à
l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées
dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la
commission de surveillance.

NOTE / 20
15,75

I) 1) L'intervention de l'Etat dans l'économie désigne l'utilisation, par ce dernier, de la politique budgétaire comme instrument de politique économique et sociale.

Ainsi, on trouve par exemple, via les dépenses publiques, le développement de la couverture sociale, le maintien du pouvoir d'achat, etc.

2) Le ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance a pour mission principale de préparer et exécuter la politique économique et financière du gouvernement dans le domaine de l'économie des finances, de la consommation et de la répression des fraudes ainsi qu'en matière d'industrie, de services aux entreprises et de soutien aux activités touristiques.

Ainsi, le ministère étend ses compétences en matières de politiques de croissance et compétitivité, de législation fiscale, de gestion de la commande publique, les politiques monétaires et financières à tous les niveaux, le soutien aux nouvelles technologies, la gestion de la propriété intellectuelle et la répression des fraudes.

Cette dernière est devenue une priorité avec un projet de loi accentuant la lutte contre la fraude fiscale (dont le scandale des "Pondra pop" la rend plus que jamais d'actualité) par la détection et la sanction des pratiques illégales, la fraude douanière en augmentant les contrôles et la fraude aux cotisations sociales grâce notamment aux données croisées.

3) Le plan de relance "France Relance" s'inscrit dans une stratégie à long terme préparant la France pour 2030. Ce plan a pour axe :

- la transition écologique (en renouvelant les bâtiments, en développant les technologies vertes et en favorisant les transports moins polluants) afin de réduire l'empreinte carbone -

- l'axe de la compétitivité et de l'innovation (grâce à des baisses de fiscalité, des renforcements de fonds propres,

le soutien aux développements des marchés, les aides aux projets d'innovation et la relocalisation) vise lui à renforcer la souveraineté commerciale.

— l'axe de la cohésion sociale et territoriale (par la sauvegarde de l'emploi, la formation des salariés, le soutien aux collectivités) a pour objectif de réduire l'impact de la crise.

ii) La mission de soutien aux entreprises se concrétise via des différés de remboursements des prêts garantis par l'Etat, la prise en charge de l'activité partielle, la prise en charge d'une partie des coûts fixes des entreprises ou encore des aides exceptionnelles spécifiques (exemple : aide aux viticulteurs).

II) 1) a) Histogramme de l'évolution du PIB

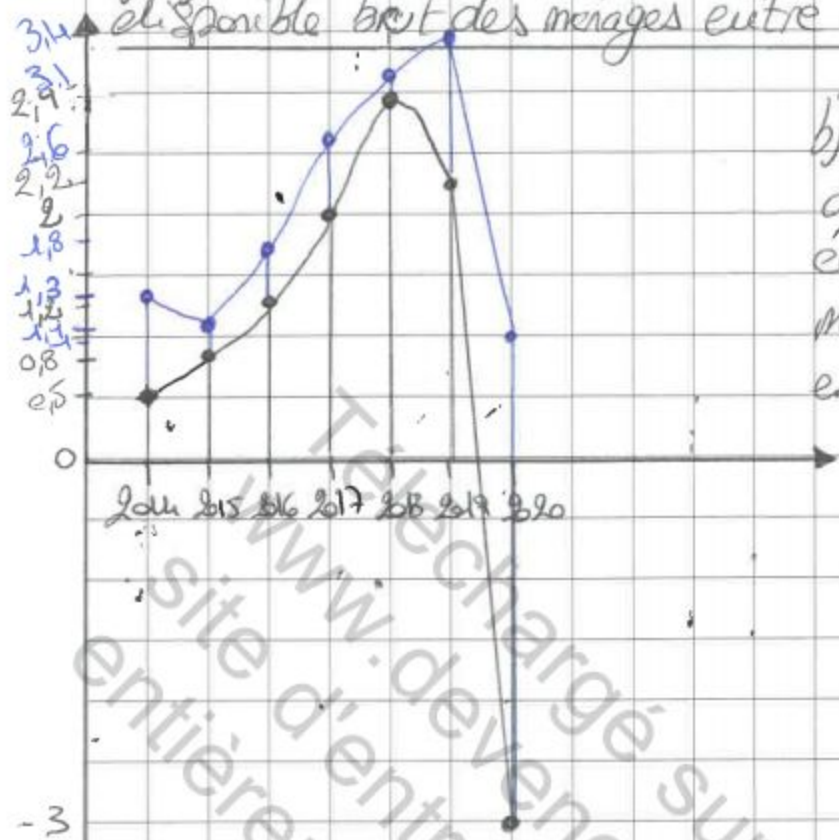


b) On remarque qu'entre 2018 et 2019, le PIB était en augmentation, cependant le début de la crise l'a fait totalement chuter.

c) La part des dépenses de consommation finale dans le PIB est de : $\frac{1699,3 \times 100}{2163,8} = 79,03\%$

d) Evolution en montant des biens et services importés : $\frac{VA - VD}{V} \times 100 = \frac{721,4 - 581,4}{581,4} \times 100 = \frac{140}{581,4} \times 100 = 24,09\%$

2) a) Evolution des revenus d'activités et des revenus disponibles brut des ménages entre 2014 et 2020



b) On remarque qu'en dehors de 2014 à 2015, les deux évolutions suivent la même tendance. Cependant, en 2020, si les deux marges sont à la baisse, celui des revenus d'activités nets chute plus brutalement.

3) a) Le taux d'épargne le plus important se situe au 1^{er} trimestre 2020. En effet, avec le confinement les français ont moins consommé et plus épargné.

b) Evolution des principaux placements financiers
 $205,2 - 129,7 = 75,5$ soit une augmentation de 58,21%.

c) En 2019, la part cumulative représente $88,7 / 129,7$ soit 68,3%
 En 2020, elle représente $162,6 / 205,2$ soit 79,2%
 soit une évolution de 10,96%

d) La crise sanitaire a largement bouleversé les habitudes d'épargne et de consommation des français qui épargnent plus pendant les confinements, principalement sur des produits encadrés et réglementés.

BT - Depuis le début de la crise sanitaire en 2020, l'Etat s'efforce de soutenir l'économie afin de maintenir l'équilibre financier du pays et de ne pas sombrer dans une crise trop profonde comme à pu en connaître la Grèce. Dans un premier temps, nous verrons quelles actions ont été mises en œuvre puis celles qui pourraient être retenues afin de dynamiser l'activité.

Depuis le début de la crise, l'Etat a mis en œuvre plusieurs mesures. Ainsi, afin de protéger les entreprises, celles-ci ont pu bénéficier de reports d'échéances de prêts, de reports d'échéances sociales et fiscales, de fonds de solidarité d'activité partielle ou encore de prêts garantis. De plus, plusieurs dispositifs ont maintenus pour toute la durée de la crise.

Par ailleurs, l'Etat projette, sur les deux ans à venir, l'investissement de 100 milliards d'euros dans son plan de relance afin de booster la transition écologique, la compétitivité, l'innovation et la cohésion sociale et territoriale. Cette enveloppe pourrait permettre de retrouver un niveau d'activité semblable à la période d'avant crise d'ici 2022.

Les élections, prévues pour 2022, sont susceptibles d'apporter de nouvelles mesures selon le candidat qui sera élu, plusieurs pistes, très différentes selon les partis, sont à l'étude pour continuer à relancer l'économie.